



**CENTRE D'ÉTUDES
STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE**

**Forum des Parlementaires
Africain 2021 : contrôle du secteur de la
sécurité**

PROGRAMME

Mars 2021

À PROPOS DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Depuis sa création en 1999, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique a servi de cadre pour des recherches, des formations académiques et des échanges d'idées dans l'objectif d'améliorer la sécurité des citoyens en renforçant l'efficacité et la responsabilité des institutions africaines, venant appuyer la politique États-Unis – Afrique.

VISION

La sécurité pour tous les Africains, défendue par des institutions efficaces et responsables envers leurs citoyens.

Concrétiser la vision d'une Afrique libérée de la violence armée organisée, avec la garantie d'institutions africaines engagées envers la protection des citoyens africains – c'est la motivation principale du Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Cet objectif souligne l'engagement du Centre à contribuer à atteindre des objectifs concrets, en travaillant avec nos partenaires africains – militaires et civils, émanant des gouvernements et de la société civile, aussi bien au niveau national que régional. Ils ont tous des rôles notables à jouer pour réduire les facteurs de conflit complexes qui sont aujourd'hui présents sur le continent. La responsabilité envers les citoyens est un élément important de notre vision, puisqu'elle renforce l'idée que pour être efficaces, les institutions de sécurité ne doivent pas seulement être « fortes », mais également répondre aux droits des citoyens et les protéger.

MISSION

Faire progresser la sécurité en Afrique en améliorant la compréhension, offrir une plate-forme de confiance permettant le dialogue, construire des partenariats durables et élaborer des solutions stratégiques.

La mission du Centre d'études stratégiques de l'Afrique est organisée autour de la création et la dissémination du savoir par nos recherches, nos formations académiques, notre communication stratégique et nos chapitres communautaires. Puisant dans les expériences pratiques et les leçons apprises des efforts de sécurité sur le continent, nous voulons parvenir à une connaissance et une analyse pertinentes, qui constitueront une référence pour les professionnels et les législateurs confrontés à des défis de sécurité urgents. Nous sommes conscients que pour affronter des défis sérieux, des échanges sincères et réfléchis sont nécessaires – le Centre offre donc des plates-formes présentes et virtuelles, où les partenaires peuvent échanger leurs approches des priorités et des bonnes pratiques. Ces échanges encouragent des relations qui, à leur tour, sont pérennisées par les chapitres communautaires, les communautés d'intérêt, les programmes de suivi du Centre, ainsi que par le dialogue continu entre les participants et les membres de l'équipe. Ce dialogue – imprégné d'expériences de terrain et d'analyses nouvelles – est une occasion d'apprendre toujours renouvelée, et catalyse les actions concrètes.

MANDAT

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique est une institution qui dépend du Département de la Défense des États-Unis, fondée et financée par le Congrès pour l'étude des questions de sécurité relatives à l'Afrique, et servant de cadre pour la recherche bilatérale et multilatérale, la communication, l'échange d'idées et la formation associant des participants civils et militaires. (10 U.S.C 342)

INTRODUCTION

L'équilibre des pouvoirs entre les diverses branches d'un gouvernement est un principe fondamental qui sous-tend la plupart des démocraties, mais un équilibre réussi exige l'autonomisation de chacune de ces branches. Cet équilibre peut être particulièrement important – et particulièrement difficile – lorsqu'il s'agit de questions de sécurité nationale. Les législateurs peuvent constituer une passerelle importante entre les services de sécurité et les citoyens, et jouer des rôles fondamentaux en supervisant la politique de sécurité, ses budgets et ses ressources humaines. Ce programme est destiné à offrir une plate-forme permettant d'étudier l'environnement de la sécurité en Afrique, d'examiner le rôle législatif dans le processus de sécurité nationale, de partager des expériences et d'engager le dialogue avec des experts concernant les outils de contrôle parlementaires.

Semaine 1 : le rôle du Parlement dans la sécurité nationale

Par une séance plénière et des discussions, nous allons cette semaine aborder les principales questions concernant le rôle des membres du secteur législatif dans le domaine de la sécurité. Les participants et les intervenants pourront partager leurs expériences et expliquer les pratiques de divers systèmes, afin d'explorer des questions telles que :

- Quelles sont les menaces de sécurité auxquelles votre gouvernement est confronté ?
- Quels sont les rôles et les responsabilités du législateur concernant la sécurité nationale et la réponse à ces dangers ?
- Qu'est-ce qui fait qu'un législateur est efficace, même dans un système où peut exister un déséquilibre du pouvoir entre les diverses branches du gouvernement ?

Lectures conseillées :

Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « Spike in Militant Islamist Violence in Africa Underscores Shifting Security Landscape » (*La flambée de la violence militante islamiste souligne les mutations du paysage de la sécurité*) 29 janvier 2021.

<https://africacenter.org/spotlight/spike-militant-islamist-violence-africa-shifting-security-landscape/>

Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « Analyse de la seconde vague de COVID-19 en Afrique. » Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, 26 janvier 2021.

<https://africacenter.org/fr/spotlight/analyse-de-la-seconde-vague-de-covid-19-en-afrique/>

Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « Analyzing Africa's Second Wave of Covid-19 » 5 janvier 2021. <https://africacenter.org/spotlight/analyzing-africas-second-wave-of-covid-19/>

Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « Analyse de la seconde vague de COVID-19 en Afrique. » Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique, 26 janvier 2021.

<https://africacenter.org/fr/spotlight/analyse-de-la-seconde-vague-de-covid-19-en-afrique/>

Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces. « Parliaments : Roles and Responsibilities in Good Security Sector Governance » 2015.
https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/DCAF_BG_8_Parliaments.11.15.pdf

Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève. « Les Parlements : Rôles et responsabilités dans la bonne gouvernance du secteur de la sécurité » 2015.
http://www.dcaf-tunisie.org//adminDcaf/upload/ejournal/documentfr_10273.pdf

Semaine 2 : contrôle du secteur de la sécurité

Par une séance plénière et des discussions, nous allons cette semaine examiner plus particulièrement le contrôle des militaires, de la police et de la gendarmerie –ainsi que des autres services de sécurité. Par un partage des meilleures pratiques et des connaissances, nous allons explorer des questions telles que :

- Quels sont les outils de contrôle essentiels permettant de favoriser la responsabilité et de combattre la corruption ?
- Quel est le rôle des parlementaires en termes de contrôle de la police et de la gendarmerie ? Ou des militaires en uniforme ?
- Comment les parlements peuvent-ils servir de passerelle entre la police et le public, y compris les femmes et les jeunes, et pourquoi ces segments de la société sont-ils importants pour la sécurité ?
- Quelles sont les différences en matière de contrôle suivant si l'on appartient au parti au pouvoir ou si l'on est dans l'opposition ?

Lectures conseillées :

Inter-Parliamentarian Union. « Global Parliamentary Report 2017 Parliamentary Oversight: Parliament's Power to Hold Government to Account » pages 99 à 108.
<https://www.ipu.org/resources/publications/reports/2017-10/global-parliamentary-report-2017-parliamentary-oversight-parliaments-power-hold-government-account>

Union Interparlementaire. « Rapport parlementaire mondial 2017 – Le contrôle parlementaire : le pouvoir du parlement de demander des comptes au gouvernement » pages 114 à 123.
<https://www.ipu.org/fr/ressources/publications/propos-de-luip/2018-03/rapport-annuel-dactivites-de-lunion-interparlementaire-2017>

Semaine 3 : analyse et responsabilité des dépenses liées à la sécurité

Cette semaine, nous allons aborder le sujet du contrôle des ressources du secteur de la sécurité, y compris le budget, l'approvisionnement et les ressources humaines. En nous basant sur les expériences émanant des participants et intervenants, représentant l'ensemble du continent, nous chercherons à répondre à des questions telles que :

- Quels sont les rôles et les outils qui permettent au parlement de superviser des budgets de la sécurité qui sont responsables ?

- Comment les parlementaires peuvent-ils parvenir à un équilibre nécessaire de la transparence et de la sécurité dans une démocratie ?
- Quels sont les rôles et les outils dont dispose le parlement dans le processus d'approvisionnement ?
- Avez-vous tiré des leçons utiles de votre expérience ? Est-ce que des protections existent pour les lanceurs d'alerte, et sont-elles utiles ? Par quels moyens les informations concernant les dépenses du domaine de la sécurité sont-elles diffusées ?

Lectures conseillées :

Transparency International, « Weaponising Transparency: Defence Procurement Reform as a Counterterrorism Strategy in Nigeria » (*Transparence militarisée : la réforme de l'approvisionnement comme stratégie de la lutte antiterroriste au Nigeria*) (May 2017).
http://ti-defence.org/wp-content/uploads/2017/05/Weaponising_Transparency_Web.pdf

Africa Center for Strategic Studies, « Parliamentary Oversight of the Security Sector: Uganda's Experience » 28 novembre 2018. <https://africacenter.org/spotlight/parliamentary-oversight-of-the-security-sector-ugandas-experience/>

Centre d'études stratégiques de l'Afrique : « Contrôle parlementaire dans le secteur de la sécurité : l'expérience ougandaise, » 14 décembre 2018.
<https://africacenter.org/fr/spotlight/controle-parlementaire-dans-le-secteur-de-la-securite-l'experience-ougandaise/>

Institut National Démocratique « Le contrôle budgétaire du secteur de la sécurité par les parlements du Burkina Faso, du Mali et du Niger : guide à l'usage des commissions de défense et de sécurité » 2017.
https://www.ndi.org/sites/default/files/NDI%20Guide%20Controle%20Budgetaire%20Secteur%20Securite_CDS.pdf

Semaine 4 : communiquer avec les circonscriptions, les communautés et la société civile

Dans cette discussion finale, nous allons prendre en compte les perceptions du citoyen de la sécurité, de la confiance du public envers le gouvernement, et de la communication avec les circonscriptions, la société civile et les communautés. Ces questions toucheront à des enjeux tels que :

- Comment communiquez-vous avec le public ?
- De quelle manière les priorités des citoyens ou des circonscriptions envers la sécurité influencent-elles le travail du parlement ?
- Quels ont été les outils les plus efficaces pour la diffusion et l'interaction avec le public ?
- Comment est-ce que les législateurs peuvent servir de passerelle entre les communautés, et de quelle manière est-ce que cela améliore la sécurité ?
- De quelle manière la technologie et les médias sociaux influencent-ils la sécurité et le rôle d'un membre du Parlement ?
- Quelle a été l'influence du Covid-19 sur le contexte sécuritaire dans votre pays ?

Comment communiquez-vous avec le public sur ces questions ?

Lectures conseillées :

Afrobarometer, Christiaan Keulder, « Africans aren't satisfied with government efforts to fight corruption » (*Les Africains ne sont pas satisfaits des efforts des gouvernements pour combattre la corruption*) 9 février 2021. <https://afrobarometer.org/blogs/africans-arent-satisfied-government-efforts-fight-corruption>

Afrobarometer, Gildfred Asiamah, Ousmane Djiby Sambou et Sadhiska Bhoojedhur, « Are African governments doing enough to help young people? Here's what Afrobarometer surveys reveal » (*Est-ce que les gouvernements africains en font assez pour aider les jeunes ?*) 8 février 2021. <https://afrobarometer.org/blogs/are-african-governments-doing-enough-help-young-people-heres-what-afrobarometer-surveys-reveal>

Afrobarometer, Christiaan Keulder, « Les Africains jugent la corruption en hausse, craignent des représailles s'ils en parlent » 26 janvier 2021. <https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ad421-la-corruption-en-hausse-en-afrique-depeche-afrobarometer-francais-24jan21.pdf>

Afrobarometer, Gildfred Asiamah, Ousmane Djiby Sambou et Sadhiska Bhoojedhur, « AD418 : Selon les Africains, leurs gouvernements négligent la jeunesse » 8 février 2021. <https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ad421-la-corruption-en-hausse-en-afrique-depeche-afrobarometer-francais-24jan21.pdf>

Ressources complémentaires :

Inter-parliamentary Union. « Evaluating parliament: A self-assessment toolkit for parliaments » 2008. <https://www.ipu.org/resources/publications/toolkit/2016-07/evaluating-parliament-self-assessment-toolkit-parliaments>

Union interparlementaire. « Évaluer le Parlement : Outils d'auto-évaluation à l'intention des parlements » 2008. <https://www.ipu.org/fr/ressources/publications/reference/2016-07/evaluer-le-parlement-outils-dauto-evaluation-lintention-des-parlements>

Ebo, Adedeji et Boubacar N'Diaye. « Parliamentary Oversight of the Security Sector in West Africa: Opportunities and Challenges » Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces, juin 2008. https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/bm_parliament_oversightssrafrica_en.pdf

Ebo, Adedeji et Boubacar N'Diaye. « Contrôle Parlementaire du Secteur de la Sécurité en Afrique de l'Ouest : Opportunités et Défis. » Centre pour le Contrôle Démocratique des Forces Armées – Genève (DCAF), juin 2008. https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/bm_parliament_oversightssrafrica_fr.pdf